

PHILIPPE BONNEPART  
MAXIME DESCHAMPS  
PHILIPPE JACQUENET  
FRANCK ROSSI  
BRUNO RUSCON  
PATRICK VELAY  
JÉRÔME VERSET  
ASSOCIÉS  
EXPERTS-COMPTABLES  
COMMISSAIRES AUX COMPTES

OLIVIA MARTIN  
THÉOPHILE MAUVISSEAU  
ASSOCIÉS  
PÔLE JURIDIQUE  
PÔLE FISCAL

**FRAMASOFT**  
**Siège social : 10 Bis Rue Jangot**  
**69007 LYON**

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES** **SUR LES COMPTES ANNUELS** *Exercice clos au 31 décembre 2024*

**LYON**  
20 RUE LOUIS GUÉRIN  
69100 VILLEURBANNE

T. 04 72 69 78 00

**PARIS**  
13 RUE SAINT LAZARE  
75009 PARIS

T. 01 43 12 36 40

**LIMONEST**  
13 RUE DES AULNES  
69760 LIMONEST

T. 04 28 29 17 90

**MIONNAY**  
170 ROUTE DE BOURG  
01390 MIONNAY

T. 04 72 07 05 89

**NOISY LE GRAND**  
IMMEUBLE LE MICHEL ANGE  
17 BOULEVARD DU MONT D'EST  
93160 NOISY LE GRAND  
T. 01 43 12 39 18

A l'assemblée générale de l'association FRAMASOFT,

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FRAMASOFT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Dans le cadre de notre mission, nous avons été conduits à contrôler la comptabilisation des dons reçus sur l'exercice. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées à ce titre dans les comptes de votre association, grâce, notamment, à la prise de connaissance des procédures mises en place par votre association pour appréhender ces opérations.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Directeur.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Villeurbanne  
Le 18 septembre 2025

PREMIER MONDE  
COMMISSAIRES AUX COMPTES  
Membre de la compagnie régionale  
Des commissaires aux Comptes de Lyon-Rhône

Philippe BONNEPART

## Bilan

Certifié Conforme  
PREMIER MONDE

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	30 685	22 802	7 884	10 062
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 419		1 419	261
<b>Total I</b>	<b>32 104</b>	<b>22 802</b>	<b>9 303</b>	<b>10 323</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	440		440	
Créances				
Usagers et comptes rattachés	3 987		3 987	21 823
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	4 064		4 064	4 209
Divers				
Valeurs mobilières de placement	200		200	200
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	660 665		660 665	505 900
Charges constatées d'avance	3 963		3 963	4 717
<b>Total II</b>	<b>673 318</b>		<b>673 318</b>	<b>536 850</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>705 422</b>	<b>22 802</b>	<b>682 620</b>	<b>547 172</b>

## Bilan

Certifié Conforme  
PREMIER MONDE

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>437 575</b>	<b>428 634</b>
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	437 575	428 634
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau		
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>164 096</b>	<b>8 941</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>601 672</b>	<b>437 575</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
<b>Total I</b>	<b>601 672</b>	<b>437 575</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>Total III</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 262	23 930
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	65 197	82 334
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	490	333
Produits constatés d'avance		3 000
<b>Total IV</b>	<b>80 949</b>	<b>109 597</b>
Ecart de conversion - Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>682 620</b>	<b>547 172</b>



## Compte de résultat

Certifié Conforme  
PREMIER MONDE

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>						
Cotisations	390	0,04	370	0,04	20	5,41
<b>Ventes de biens et de services</b>	<b>36 164</b>		<b>10 742</b>		<b>25 422</b>	<b>236,66</b>
Ventes de biens	64	0,01	3 973	0,48	-3 909	-98,38
Ventes de prestations services	36 100	3,70	6 769	0,81	29 331	433,31
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>937 899</b>		<b>822 337</b>		<b>115 562</b>	<b>14,05</b>
Concours publics et subventions d'exploitation						
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consom						
Ressources liées à la générosité du public	937 899	96,25	822 337	98,67	115 562	14,05
Contributions financières						
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de ch	22 070	2,26	8 404	1,01	13 666	162,62
Utilisation des fonds dédiés			56 615	6,79	-56 615	-100,00
Autres produits	923	0,09	636	0,08	288	45,23
<b>Total I</b>	<b>997 447</b>	<b>102,36</b>	<b>899 103</b>	<b>107,88</b>	<b>98 344</b>	<b>10,94</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>						
Achats de marchandises						
Variations de stock						
Autres achats et charges externes	200 545	20,58	252 809	30,33	-52 264	-20,67
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	25 749	2,64	27 350	3,28	-1 601	-5,85
Salaires et traitements	449 028	46,08	448 380	53,80	649	0,14
Charges sociales	149 475	15,34	155 352	18,64	-5 877	-3,78
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	4 183	0,43	3 978	0,48	205	5,15
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	2 621	0,27	1 044	0,13	1 576	150,97
<b>Total II</b>	<b>831 601</b>	<b>85,34</b>	<b>888 912</b>	<b>106,65</b>	<b>-57 311</b>	<b>-6,45</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>165 846</b>	<b>17,02</b>	<b>10 191</b>	<b>1,22</b>	<b>155 655</b>	<b>NS</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'acti						
Autres intérêts et produits assimilés						
Repr. / provisions, dépréciations et transferts de						
Différences positives de change						
Produits nets / cessions de valeurs mob. de pla						
<b>Total III</b>						
<b>CHARGES FINANCIERES</b>						
Dotations aux amort., aux dépréciations et provi						
Intérêts et charges assililées						
Différences négatives de change						
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de pla						
<b>Total IV</b>						
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>						
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)</b>	<b>165 846</b>	<b>17,02</b>	<b>10 191</b>	<b>1,22</b>	<b>155 655</b>	<b>NS</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Reprises provisions, dép., et transferts de charg						
<b>Total V</b>						

## Compte de résultat

Certifié Conforme  
PREMIER MONDE

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion	1 750	0,18	1 250	0,15	500	40,00
Sur opérations en capital						
Dot. amortissements, aux dépréciations et provi						
<b>Total VI</b>	<b>1 750</b>	<b>0,18</b>	<b>1 250</b>	<b>0,15</b>	<b>500</b>	<b>40,00</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>-1 750</b>	<b>-0,18</b>	<b>-1 250</b>	<b>-0,15</b>	<b>-500</b>	<b>40,00</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>997 447</b>	<b>102,36</b>	<b>899 103</b>	<b>107,88</b>	<b>98 344</b>	<b>10,94</b>
<b>Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI</b>	<b>833 351</b>	<b>85,52</b>	<b>890 162</b>	<b>106,80</b>	<b>-56 811</b>	<b>-6,38</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>164 096</b>	<b>16,84</b>	<b>8 941</b>	<b>1,07</b>	<b>155 155</b>	<b>NS</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA</b>						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat	20 865		77 643		-56 778	-73,13
<b>TOTAL</b>	<b>20 865</b>		<b>77 643</b>		<b>-56 778</b>	<b>-73,13</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO</b>						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Prestations en nature						
Personnel bénévole	20 865		77 643		-56 778	-73,13
<b>TOTAL</b>	<b>20 865</b>		<b>77 643</b>		<b>-56 778</b>	<b>-73,13</b>



## Règles et méthodes comptables

Certifié Conforme  
PREMIER MONDE

Désignation de l'association : FRAMASOFT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 682 620 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 164 096 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis le 08/07/2025 par les dirigeants de l'association.

## Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Framasoft est une association créée en 2004, reconnue d'intérêt général, dont l'objet est l'éducation populaire aux enjeux du numérique et des communs culturels.

Les activités de l'association sont variées et s'adaptent aux contextes et sujets du numérique, qui sont en perpétuelle évolution.

Cependant, trois grands domaines d'activités peuvent être identifiés :

1. Actions pour un numérique émancipé. Il s'agit principalement d'actions en ligne (l'association gère environ 80 sites web), notamment autour de la question du logiciel libre (ex: Firefox, Linux, etc) et de la culture libre (ex: Wikipédia). Dans ce cadre, Framasoft propose notamment des services en ligne, accessibles gratuitement et sans publicité ni pistage des comportements, alternatifs à ceux des géants du numérique (Google, Twitter, etc). L'association a, pour certains de ces services, une activité d'éditeur logiciel, qu'elle développe elle-même.

2. Actions de sensibilisation. Il s'agit principalement d'actions auprès des publics ciblés par l'association ou ses partenaires. Il peut s'agir d'interviews (presse, radio, télé, internet), de conférences, de participations à des tables rondes, etc. En dehors de ces actions publiques, Framasoft produit aussi de nombreux écrits (articles, guides, livres) sur le sujet du numérique, et propose des accompagnements (formations, ateliers, cours en ligne, etc.) sur son domaine de compétence.

3. Actions en réseau. Il s'agit principalement de projets dans lesquels l'association a pris une part active et conséquente dans la création ou l'animation d'une entité (impulsion et animation d'un collectif tiers, par exemple), ainsi que de projets dans lesquels Framasoft est plutôt dans un processus de relation ou de soutien à des entités existantes (soutien financier, logistique, ou de compétences, par exemple).

L'ensemble de ces activités lui permettent de toucher un public d'environ un million de personnes chaque mois, principalement en France, mais aussi à l'étranger.

Les ressources de Framasoft proviennent essentiellement de dons de particuliers et fondations. Les moyens de l'association reposent avant tout sur ses membres bénévoles (28 personnes) ainsi que ses membres salariés (10 personnes, principalement en charge de la valorisation des projets et de l'exploitation de l'infrastructure technique).

## Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

## Règles et méthodes comptables

Certifié Conforme  
PREMIER MONDE

- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

#### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

\* Matériel de bureau : 5 à 10 ans

\* Matériel informatique : 3 ans

\* Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

## Notes sur le bilan

Certifié Conforme  
PREMIER MONDE

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
<b>Valeurs brutes</b>				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	28 681	2 004		30 685
Immobilisations financières	261	1 158		1 419
<b>Total</b>	<b>28 942</b>	<b>3 162</b>		<b>32 104</b>
<b>Amortissements &amp; provisions :</b>				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	18 619	4 183		22 802
Immobilisations financières				
<b>Total</b>	<b>18 619</b>	<b>4 183</b>		<b>22 802</b>
<b>ACTIF NET</b>				<b>9 303</b>

## Notes sur le bilan

Certifié Conforme  
PREMIER MONDE

## Actif circulant

## Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 13 432 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 419		1 419
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	3 987	3 987	
Autres	4 064	4 064	
Charges constatées d'avance	3 963	3 963	
<b>Total</b>	<b>13 432</b>	<b>12 014</b>	<b>1 419</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

## Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	4 064
Disponibilités	
<b>Total</b>	<b>4 064</b>

## Notes sur le bilan

Certifié Conforme  
PREMIER MONDE

## Dettes

## Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 80 949 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 262	15 262		
Dettes fiscales et sociales	65 197	65 197		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	490	490		
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>80 949</b>	<b>80 949</b>		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

## Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 703
Dettes fiscales et sociales	44 065
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
<b>Total</b>	<b>54 768</b>



## Notes sur le bilan

Certifié Conforme  
PREMIER MONDE

## Comptes de régularisation

## Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	3 963
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
<b>Total</b>	<b>3 963</b>

**Notes sur le compte de résultat**Certifié Conforme  
PREMIER MONDE**Charges et produits d'exploitation et financiers****Rémunération des commissaires aux comptes****Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraire de certification des comptes : 5 820 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

**Autres informations****Certifié Conforme  
PREMIER MONDE****Engagements de retraite**

Les engagements en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées ont été valorisés.

Hypothèse actuarielles prises en comptes :

La méthode d'évaluation retenue est celle des unités de crédits projetées (ou méthode du prorata des droits au terme).

Le taux retenu correspond au taux d'actualisation brut fixé à : 3,45%.

Le taux retenu pour la revalorisation des salaires est de 1% pour l'ensemble du personnel.

Le taux de charges sociales patronales pris en compte est de 36% pour l'ensemble du personnel.

L'indemnité de départ retraite a été calculée à partir de la convention collective selon la table "Animation ECLAT (DV)".

Les autres données de calcul sont : turn over faible, table de mortalité INSEE 2024, 100% de départ volontaire et âge de départ compris entre 60 et 67 ans.

Le total de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière évalué au 31/12/2024 s'élève à 45 941,23 euros.